SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1912.

Rapport de la Commission de l'Agriculture et des Travaux publics, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics pour l'exercice 1912 (Services de l'Agriculture).

(Voir les nos 4, XIII, 100, 105, 118, 138, 149, session de 1911-1912, de la Chambre des Représentants ; — 46, même session, du Sénat.)

Présents : MM. AST. VERCRUYSE, Président ; le Comte T'KINT DE ROODENBEKE, Vice-Président-Rapporteur ; DE LANIER, Vice-Président ; COPPIETERS, le Baron DE KERCHOVE D'EXAERDE, le Baron DELLA FAILLE D'HUYSSSE, MERTENS, VANDERBORGHET et VAN DER MOLEN.

MESSIEURS,

Votre Commission, restant fidèle à une pratique constante que la Section centrale de la Chambre des Représentants recommande également, par l'organe de son rapporteur, à la bienveillante attention des membres de cette Assemblée, a consacré de nouveau un rapport spécial au Budget de l'Agriculture ; elle entend ainsi sauvegarder, d'une manière toute particulière, les intérêts agricoles, et réserver, pour l'avenir, la question si importante de l'autonomie du Ministère de l'Agriculture, qui est désirée par un grand nombre de cultivateurs.

Le Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics (tableau A) pour l'exercice 1912, amendé par le Gouvernement, s'élève à la somme de 12,447,814 francs se divisant ainsi :

Pour les dépenses ordinaires	fr. 12,358,314
Pour les dépenses exceptionnelles.	89,500

et dépassant de 1,021,097 francs le montant du Budget de l'exercice 1911.

Cette augmentation de dépenses est justifiée dans la note préliminaire du budget. Elle concerne surtout des augmentations réglementaires de traitement (art. 2, 3, 5, 8, 13, 29 et 31), le fonctionnement plus régulier

des laboratoires et de la clinique annexés à l'École de médecine vétérinaire de l'Etat (art. 14), l'extension des bourses d'étude en faveur des élèves des établissements agricoles de l'Etat ou soumis à son inspection (art. 17), celle des publications de l'Office rural (art. 19) et des services de la station agronomique de l'Etat (art. 21), ainsi que les dépenses de l'Office horticole (art. 25).

Notons aussi à l'article 9 une majoration de crédit de 200,000 francs, nécessaire pour assurer le paiement régulier des indemnités du chef de chevaux et bestiaux abattus par ordre de l'autorité compétente, et des bêtes bovines et porcines mortes, abattues ou saisies pour cause de tuberculose ou de charbon, et, à l'article 37, l'inscription d'un crédit nouveau de 200,000 francs destiné à subsidier les travaux d'entretien des chemins agricoles ayant fait l'objet d'une adjudication publique, ou à rembourser aux communes, dans certaines limites, les frais de transport par voies ferrées, des matériaux employés à l'entretien des chemins communaux utilisés principalement pour des transports agricoles. De plus, le crédit de 1 million primitivement alloué pour subsides aux provinces dans le but de les aider à assurer le bon entretien des chemins vicinaux de grande communication améliorés, crédit qui avait été réduit en 1910 et en 1911 parce que le service d'entretien n'avait pu être organisé en temps opportun, a été rétabli sous l'article 38, l'organisation de ce service devant être complètement réalisée en 1912.

Les dépenses exceptionnelles, inférieures de 387,500 francs à celles du dernier exercice, comprennent :

1° Un crédit de 50,000 francs pour compléter et rendre définitives les installations de la nouvelle École de médecine vétérinaire de l'Etat, tant au point de vue du mobilier que des objets scientifiques (art. 46);

2° Un crédit de 10,500 francs relatif au Jardin botanique de l'Etat, à ses publications, et à l'exploration des gisements fossilifères de Hofstade (art. 45);

3° Un crédit de 29,900 francs destiné principalement à compléter les services de la station agronomique de l'Etat pour l'établissement d'une station de génie rural, d'une station de sélection des plantes cultivées, et d'une laiterie à vapeur de démonstration (art. 46).

La Section centrale de la Chambre des Représentants a posé au Gouvernement un certain nombre de questions à propos du Budget de l'Agriculture. Quelques-unes des réponses reçues présentent un réel intérêt; nous les résumerons ici.

En ce qui concerne les éléments de statistique permettant de fixer à 95 p. c. environ la proportion du bétail indigène ayant servi à l'alimentation publique, il résulte des chiffres produits que, de 1905 à 1909, le nombre de bêtes abattues a passé de 744,412 à 811,095, donnant un total de 3,884,593 bêtes et que le nombre de bêtes importées pour la boucherie a passé de 30,732 en 1905 à 43,543 en 1909, ce qui, sur un total de 205,441 bêtes importées pendant cette période, justifie la proportion indiquée.

Quant aux résultats des expériences faites dans le Brabant, la Flandre occidentale et la province de Liège des systèmes des D^{rs} Doyen et Morandi,

pour guérir ou prévenir la stomatite aphteuse, ils semblent établir que le premier traitement en question, en tenant compte des faits observés, ne s'est montré ni préventif, ni curatif, ni abortif vis-à-vis de cette maladie. Les conclusions relatives à l'emploi du thym serpolet ne sont pas encore définitives et donneront lieu à un prochain rapport.

A ce propos, la Section centrale avait demandé si l'on ne pourrait comprendre parmi les cas donnant ouverture à une indemnité celui des bêtes mortes par suite de stomatite aphteuse. Il a été répondu que les règlements sur la police sanitaire des animaux domestiques ne prévoyaient pas ce cas; toutefois il sera accordé sur le crédit spécial de 25,000 francs figurant au Budget de 1911 des secours aux cultivateurs qui ont eu dans leurs exploitations, au cours de l'année 1911, à la suite de stomatite aphteuse, des cas de mort de bêtes bovines âgées d'au moins un an.

La discussion du Budget de l'Agriculture n'a occupé que deux séances de la Chambre des Représentants; il n'y a pas eu de discussion générale. On a insisté surtout sur la nécessité de reviser le règlement sur la tuberculose bovine, de hâter les travaux de la Commission instituée pour remédier à la cherté des vivres, qui semblent devoir aboutir à des propositions transactionnelles de nature à mettre d'accord les cultivateurs, les bouchers et les marchands de bétail; sur l'extension de la vulgarisation agricole par voie d'affiches, les encouragements plus grands à donner aux sociétés de réassurance, l'étude plus approfondie des maladies des plantes de culture, et l'envoi d'agents à l'étranger, notamment en Hollande, pour acquérir des connaissances plus pratiques d'entomologie et de phytopathologie; quelques orateurs ont réclamé un choix plus sévère des conférenciers agricoles, dont la capacité ne s'impose pas toujours suffisamment aux cultivateurs, et l'organisation d'un haut enseignement agricole flamand à Gand. D'autres ont fait valoir l'inutilité des recensements agricoles annuels, dont les frais élevés ne répondent pas en tout cas aux services rendus, et signalé la nécessité de prendre des mesures sévères contre les falsifications des engrais et denrées alimentaires pour le bétail. Le boisement des fagnes et l'extension du domaine forestier de l'Etat, ainsi que la suppression de tous droits de barrière sur les routes, et une meilleure application de la loi du 7 mai 1877 sur les cours d'eau non navigables ni flottables ont été aussi préconisés.

Au sein de votre Commission, la discussion du Budget de l'Agriculture n'a donné lieu qu'à un court échange d'observations.

Un membre s'est plaint de certaines conséquences, d'après lui trop rigoureuses, de l'application des lois sur la police sanitaire. Il cite le cas d'un cultivateur, ayant acheté, sur un des grands marchés de l'intérieur du pays, une bête qu'il croyait de provenance indigène, qui s'est vu condamner, comme détenteur de bête fraudée, à une pénalité assez forte. Il voudrait voir délimiter la zone où pourrait avoir lieu la saisie du bétail fraudé, de manière à sauvegarder les droits de l'acheteur de bonne foi.

Un autre membre ne peut se rallier à cette manière de voir; il est d'avis qu'il est indispensable, au contraire, d'appliquer rigoureusement la loi sur la police sanitaire si l'on veut mettre notre bétail à l'abri des maladies contagieuses, notamment de la tuberculose, et les empêcher de prendre

(4)

ped dans le pays d'une manière permanente. L'acheteur de bonne foi est suffisamment garanti, d'après lui, par le droit qu'il a d'exiger du vendeur une quittance établissant l'origine indigène de la bête vendue.

Un autre membre estime que l'on devrait, comme l'a préconisé l'honorable M. Maenhaut à la Chambre des Représentants, marquer le bétail importé, afin d'éviter les dangers de fraude et les inconvénients signalés

Le Rapporteur,
C^{te} T'KINT DE ROODENBEKE.

Le Président,
A. VERCRUYSE.